

Exemple 6. Avis de requête (Formule 73AA)

Court File Number

IN THE COURT OF KING'S BENCH OF NEW BRUNSWICK FAMILY
DIVISION JUDICIAL DISTRICT OF

BETWEEN:

APPLICANT

- and -

RESPONDENT

NOTICE OF APPLICATION (FORM 73AA)

TO:

LEGAL PROCEEDINGS HAVE BEEN COMMENCED BY
FILING THIS NOTICE OF APPLICATION.

If you wish to oppose this application or to assert a right or claim, either you or a New Brunswick lawyer acting on your behalf shall prepare and file a responding document in accordance with the Rules of Court and serve it on the applicant or if the applicant has a lawyer, upon the applicant's lawyer at the address shown below and, with proof of such service, file it in this Court Office, within the following times after such service:

- (a) if you are served in New Brunswick, WITHIN 20 DAYS,
- (b) if you are served elsewhere in Canada or the United States of America, WITHIN 40 DAYS, or
- (c) if you are served anywhere else, WITHIN 60 DAYS.

If you fail to do so,

- (a) an order which may affect you may be made in your absence, or
- (b) if the Court is satisfied that your attendance is necessary for a just determination of the application and you are within the jurisdictional limits of the Court, a warrant may be issued directing a peace officer to apprehend you and bring you before the Court.

N° du dossier **FDf-00-0000**¹

COUR DU BANC DU ROI DU NOUVEAU-BRUNSWICK
DIVISION DE LA FAMILLE CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE DE
FREDERICTON

ENTRE :

Marie Anne Cormier REQUÉRANT

- et -

Robert Alain Savoie INTIMÉ

AVIS DE REQUÊTE (FORMULE 73AA)

DESTINATAIRE : **Robert Alain Savoie, 789 rue Queen,
VilleNatale, NB A1B 3C4, rsavoie@courriel.ca**²

PAR LE DÉPÔT DU PRÉSENT AVIS DE REQUÊTE, UNE
POURSUITE JUDICIAIRE A ÉTÉ ENGAGÉE CONTRE VOUS.

Si vous désirez contester cette requête, revendiquer un droit ou former une demande, vous-même ou un avocat du Nouveau-Brunswick chargé de vous représenter devrez rédiger et déposer un document de défense conformément aux Règles de procédure, le signifier au requérant ou à son avocat, s'il est représenté par un avocat, à l'adresse indiquée ci-dessous, et le déposer au secrétariat de cette cour avec une preuve de sa signification, dans les délais suivants de la signification :

- (a) DANS LES 20 JOURS, si elle vous est faite au Nouveau-Brunswick,
- (b) DANS LES 40 JOURS, si elle vous est faite dans une autre région du Canada ou dans les États-Unis d'Amérique, ou
- (c) DANS LES 60 JOURS, si elle vous est faite ailleurs.

Si vous omettez de la faire,

- (a) une ordonnance pouvant vous concerner pourra être rendue en votre absence ou
- (b) si la cour estime que votre comparution est nécessaire à la solution équitable de la requête, elle pourra émettre un mandat prescrivant à un agent de la paix de vous arrêter et de vous amener devant elle si vous vous trouvez dans le ressort de la cour.

1. Au début de chaque formule, veuillez toujours inscrire le numéro du dossier, et l'intitulé de l'instance. Veuillez voir l'exemple 1 pour l'intitulé de l'instance.

2. Indiquez le nom de l'intimé et ses coordonnées.

Exemple 6. Avis de requête (Formule 73AA) PAGE 2

IF THIS NOTICE OF APPLICATION CONTAINS A CLAIM FOR SUPPORT OR A PARENTING ORDER, YOU MUST, NOT MORE THAN 20 DAYS AFTER BEING SERVED WITH THIS NOTICE OF APPLICATION, SERVE ON THE APPLICANT YOUR FINANCIAL STATEMENT IN THE FORM PRESCRIBED BY THE RULES OF COURT AND ANY INCOME INFORMATION REQUIRED BY THE REGULATIONS RESPECTING ORDERS FOR CHILD SUPPORT UNDER THE FAMILY LAW ACT, WHETHER OR NOT YOU WISH TO OPPOSE THE APPLICATION.

IF THIS NOTICE OF APPLICATION CONTAINS A CLAIM UNDER THE *MARITAL PROPERTY ACT*, YOU MUST SERVE WITH YOUR RESPONDING DOCUMENT A STATEMENT OF PROPERTY AND DEBTS OR A STATEMENT OF CONTRIBUTION TO PROPERTY IN THE FORM PRESCRIBED BY THE RULES OF COURT WHETHER OR NOT YOU WISH TO OPPOSE THE APPLICATION.

You are advised that:

- (a) you are entitled to issue documents and present evidence in the proceeding in English or French or both;
- (b) the petitioner intends to proceed in the _____ language;
- (c) if you intend to proceed in or present evidence in the other official language, an interpreter may be required and you must so advise the administrator at least 7 days before the hearing.

THIS NOTICE is signed and sealed for the Court of King's Bench by _____, Administrator of the Court, at _____ on the _____ day of _____, 20 _____.

Court
Seal

(administrator)

(address of court office)

SI LE PRÉSENT AVIS DE REQUÊTE CONTIENT UNE DEMANDE D'ORDONNANCE ALIMENTAIRE OU PARENTALE, VOUS DEVREZ, DANS LES 20 JOURS QUI SUIVENT SA SIGNIFICATION, SIGNIFIER AU REQUÉRANT VOTRE ÉTAT FINANCIER EN LA FORME PRESCRITE PAR LES RÈGLES DE PROCÉDURE AINSI QUE TOUS RENSEIGNEMENTS SUR LE REVENU REQUIS EN VERTU DES RÈGLEMENTS CONCERNANT LES ORDONNANCES ALIMENTAIRES AU PROFIT D'UN ENFANT ÉTABLIS EN VERTU DE LA *LOI SUR LE DROIT DE LA FAMILLE*, QUE VOUS AYEZ OU NON L'INTENTION DE CONTESTER LA REQUÊTE.

SI LE PRÉSENT AVIS DE REQUÊTE CONTIENT UNE DEMANDE EN APPLICATION DE LA *LOI SUR LES BIENS MATRIMONIAUX*, VOUS DEVREZ SIGNIFIER VOTRE DOCUMENT DE DÉFENSE ACCOMPAGNÉ D'UNE DÉCLARATION RELATIVE AUX BIENS ET AUX DETTES OU UNE DÉCLARATION D'APPORT À L'ÉGARD DES BIENS EN LA FORME PRESCRITE PAR LES RÈGLES DE PROCÉDURE, QUE VOUS AYEZ OU NON L'INTENTION DE CONTESTER LA REQUÊTE.

Sachez que :

- (a) dans la présente instance, vous avez le droit d'émettre des documents et de présenter votre preuve en français³, en anglais ou dans les deux langues;
- (b) le requérant a l'intention d'utiliser la langue;
- (c) si vous avez l'intention d'utiliser l'autre langue officielle ou de présenter votre preuve dans cette autre langue, les services d'un interprète pourront être requis et vous devrez en aviser l'administrateur au moins 7 jours avant l'audience.

CET AVIS est signé et scellé au nom de la Cour du Banc de la Reine par _____, administrateur de la cour à _____, ce _____ 20 ____ .⁴

(administrateur)

Sceau de
la Cour

(adresse du secrétariat de la cour)

3. Indiquez si vous utiliserez le français ou l'anglais lors de l'audience.

4. Laissez cette section vide. Le personnel de la cour le remplira après que vous aurez soumis le formulaire.

On the hearing of this application, the applicant intends to apply for an order that (*state precisely the relief being sought*).

Set out in separate, numbered paragraphs the following:

1. The capacity of all persons who are parties to the proceeding.
2. The place of residence of the applicant
3. A list of the affidavits or other documentary evidence intended to be used on the hearing of the application.
4. Particulars of previous proceedings with respect to the application, or any other court proceedings involving one or both parties to the proceeding or any of the children (*include any criminal or child protection cases or orders, and any restraining orders or applications*).
5. Particulars of any oral or written agreements with respect to the application.

À l'audition de la requête, le requérant entend demander qu'une ordonnance soit rendue relativement à (*préciser les mesures de redressement sollicitées*).⁵

Voir pièce jointe 6a

Énoncer les éléments suivants dans des paragraphes numérotés et distincts:⁶

1. La qualité de toutes les personnes qui sont parties à l'instance.

Voir pièce jointe 6b

2. Le lieu de résidence du requérant.
La requérante et l'intimé vivent tous les deux dans la ville de VilleNatale, dans le comté de York, dans la province du Nouveau-Brunswick.

3. Une liste des affidavits ou des autres preuves littérales pouvant être utilisés à l'audition de la requête.

Voir pièce jointe 6c

4. Des précisions sur toute instance antérieure portant sur le même objet ou toute autre instance impliquant un ou les deux parties à cette instance ou les enfants (*inclure toute affaire ou ordonnance pénale ou de protection de l'enfance et toute ordonnance ou demande d'interdiction*).⁷

Il n'y a pas eu autre procès à ce sujet.

5. Des précisions sur toutes ententes verbales ou écrites conclues relativement à cette demande.⁸

Il n'y a pas eu d'entente orale ou écrite à ce sujet.

5. Indiquez exactement l'ordonnance que vous demandez à la cour. Si il n'y a pas assez d'espace, vous pouvez l'écrire sur une feuille séparée et la joindre au formulaire.

6. Vous devez inclure tous les détails énumérés ici ; s'il n'y a pas assez d'espace sur le formulaire, vous pouvez également les inclure sur une page séparée.

7. Indiquez si des procédures judiciaires ont déjà été engagées concernant ce sujet. Par exemple, une ordonnance parental ou pour la pension alimentaire.

8. Notez si vous et l'autre parent avez conclu des accords écrits ou oraux concernant ce sujet. Par exemple, un accord de temps parental ou à la pension alimentaire.

Exemple 6. Avis de requête (Formule 73AA) PAGE 4

9. Signez cette section pour déclarer que vous comprenez vos obligations en vertu de l'article 5 de la *Loi sur le droit de la famille*. Voir l'article 18 à la page 52 pour un aperçu.

10. Le lieu et la date où vous avez signé le formulaire.

11. Votre signature.

12. Votre nom, écrit lisiblement.

13. Votre adresse postale complète et vos coordonnées.

14. Si vous n'avez pas d'avocat, rayez cette section.

DECLARATION OF APPLICANT

I certify that I am aware of my duties under section 5 of the *Family Law Act*.

DATED at _____, this ___ day of _____ 20__.

(signature of applicant)

Name of applicant:

Address for service within New Brunswick:

SOLICITOR'S CERTIFICATE

My name is _____ and I am the applicant's lawyer in this court proceeding. I certify that I have complied with the requirements of section 6 of the *Family Law Act*.

DATED at _____ this _____ day of _____, 20__.

Name of firm (if applicable):

Business address:

NOTE: This Application shall be accompanied by a Financial Statement, if required.

DÉCLARATION DU REQUÉRANT⁹

J'atteste que je suis conscient des obligations qui me sont imposées en application de l'article 5 de la *Loi sur le droit de la famille*.

FAIT à **VilleNatale**, le **24 août**, 2025¹⁰

*Marie Anne Cormier*¹¹

(signature du requérant)

Nom du requérant : **Marie Anne Cormier**¹²

Adresse aux fins de signification au Nouveau-Brunswick :

456 rue Main, VilleNatale, N-B E3A 1Z1
mcormier@courriel.com¹³

ATTESTATION DE L'AVOCAT¹⁴

Je m'appelle _____, et je suis l'avocat du requérant dans cette instance. J'atteste m'être conformé aux exigences prévues à l'article 6 de la *Loi sur le droit de la famille*.

6a

Mesures de redressment sollicitées :¹⁵

1. Une ordonnance parentale accordant la majorité du temps parental et la responsabilité décisionnelle exclusif pour Sophie Anne Savoie, née le 15 mars 2020 et Jean Pierre Savoie, né le 23 janvier 2023, à Marie Anne Cormier, la Requérante, sous l'article 52(2) du *Loi sur le droit de la famille*; et
2. Robert Alain Savoie, l'intimé, paye pour soutien des enfants de ce mariage, Sophie Anne Savoie et Jean Pierre Savoie, sous les articles 10, 12, et sous-section 11(1) du *Loi sur le droit de la famille* et selon les Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants; et
 - tous les paiements d'entretien soient classés sur le coût l'index de vie,
 - ces paiements soient effectués payables rétroactivement à partir d'une date considérée appropriée par la cour sous paragraphe 21(2)(i) de l'acte mentionné ci-dessus, et
 - L'exécution des pensions alimentaires pour enfants sera assurée par le Bureau de l'exécution des ordonnances alimentaires.
3. Robert Alain Savoie, l'intimé, soit requis de continuer de payer tous les assurances santé et plans dentaires auxquels il peut être autorisé par son employeur au profit de son conjoint, Marie Cormier, et au profit des enfants, Sophie Savoie et Jean Savoie;
4. Les coûts; et
5. Tous autres jugements que la Cour considère juste.

6b

1. La qualité de toutes les personnes qui sont parties à l'instance: ¹⁶

La requérante, Marie Anne Cormier, est le conjoint de Robert Alain Savoie du Nouveau-Brunswick, ayant été marié le 11 juin, 2019, dans la ville de VilleNatale, Nouveau-Brunswick. Il y a deux enfants du mariage, Sophie Anne Savoie née le 15, mars 2019, et Jean Pierre Savoie, né le 23 janvier 2023. Les époux se sont séparés le 23 février 2024.

6c

3. Les affidavits et autres documents de preuve qui seront utiliser sont : ¹⁷

- a) Affidavit de Marie Cormier, requérante ; et
- b) État financier (72J) de Marie Cormier, requérante ; et
- c) Renseignements sur les revenus de Marie Cormier, requérante.

15. Décrivez précisément l'ordonnance que vous demandez à la cour. Citez les lois qui lui permettent de rendre l'ordonnance souhaitée. Par exemple, la *Loi sur le droit de la famille*, la *Loi sur le divorce* et les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants contiennent des dispositions souvent pertinentes dans ce type de situation.

16. Dans ce contexte, le terme « qualité » signifie indiquer votre identité et votre lien avec la demande. Par exemple, s'il s'agit d'une demande parentale, précisez si vous êtes le parent, le beau-parent, le grand-parent, etc.

17. Énumérez un liste des documents que vous utiliserez pour l'audience.